

Tout le monde constate aujourd'hui les conséquences, déplorables au point de vue de l'humanité, d'un système qui a permis aux Grecs de profiter des avantages obtenus, non par leur propre force, mais par la force des autres. »

Ce système, contraire à la plus élémentaire justice, n'eut même pas le mérite de procurer la décision attendue : arrêtés net sur le Sakaria aux premiers jours de septembre, les Grecs durent rebrousser chemin et revenir à leur ligne de départ. La solution militaire du conflit étant désormais reconnue impossible, force fut bien d'envisager à nouveau la négociation diplomatique, dont le gouvernement d'Athènes se déclarait lui-même partisan. Mais pour les Alliés, la difficulté restait entière : les Turcs de Constantinople les renvoyaient à ceux d'Angora ; ces derniers ne consentaient à traiter, qu'à la condition que les pourparlers fussent étendus à tous les problèmes concernant la Turquie. Sur les questions purement anatoliennes, comme l'échange des prisonniers et la définition des frontières, l'accord était relativement facile. Mais avant de conclure la paix, les gens d'Angora voulaient savoir quel sort les Alliés réservaient à Smyrne, à la Thrace, à Constantinople, et comment serait réglée la question des Détroits. Tandis que la diplomatie française, soucieuse de rendre possible, au moment voulu, une conversation décisive entre les Alliés et la Turquie, s'employait à favoriser le rapprochement entre Angora et Constantinople, une certaine diplomatie anglaise s'appliquait au contraire à renverser le cabinet Tevfik, pour le remplacer par un ministère hostile aux nationalistes.